Appel à manifestation d'intérêt du F3E et de la Coalition Education :

Etude des effets et de l'impact de la Coalition Éducation,

collectif engagé pour l'éducation dans le monde

Ces éléments sont présentés sous réserve de la finalisation en cours des termes de référence de cette étude.

1- L'action et les acteurs impliqués

La Coalition Éducation (CE), créée en 2015, rassemble à ce jour 16 organisations de la société civile française : syndicats, associations de solidarité internationale, ONG de défense du droit à l'éducation, organisations d'éducation populaire. Ensemble, ces organisations revendiquent le droit à une éducation de qualité, inclusive, dans un environnement sain et sûr, pour toutes et pour tous. À cette fin, la Coalition Éducation plaide pour que la France renforce sa politique de solidarité internationale en matière d'éducation et relaie les recommandations et préoccupations de ses partenaires locaux. La Coalition Éducation contribue également à la mutualisation et à l'amélioration des pratiques des acteur-rice-s de la société civile.

La Coalition Education n'a pas d'existence juridique et n'est pas constituée en association, le portage administratif, juridique et financier est assuré par l'ONG Action Education (ex. Aide et Action), cheffe de file de la CE. Le portage de la présente étude est assuré par le GREF (GRoupement Education sans Frontières), membre de la Coalition Éducation depuis 2016 et siégeant au Comité de pilotage depuis 6 ans, ainsi que par le F3E.

La Coalition Éducation bénéficie d'un co-financement de l'AFD (4e phase de financement en 2024-2026), et dispose d'une équipe salariée permanente (composée de 2 salariées) en charge de la coordination et de la bonne mise en œuvre du projet collectif, ainsi que de l'animation du réseau avec l'appui des membres.

OBJECTIF GLOBAL : Transformer les politiques publiques françaises pour contribuer à la réalisation du droit à une éducation de qualité pour tou.te.s « au Sud ».

OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Assurer un plaidoyer renforcé et impactant, articulé avec celui des sociétés civiles du Sud, auprès des pouvoirs publics et des acteurs institutionnels français et internationaux afin de garantir la réalisation du droit à l'éducation pour tou.te.s au Sud.

OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Renforcer la société civile française et les partenaires du Sud dans leur appropriation des enjeux du droit à l'éducation et son opérationnalisation.

OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Pérenniser et solidifier la structuration de la société civile française actrice de l'éducation au Sud afin de renforcer son positionnement stratégique et son impact collectif dans l'écosystème de l'éducation et du développement international.

2. Le projet d'étude

2.1. Objectifs

Cette étude des effets et de l'impact de la Coalition Education répondra à deux objectifs principaux :

- Analyser et caractériser les impacts et effets en termes d'influence et de plaidoyer de 10 ans d'actions en questionnant les changements à moyen-long terme auxquels l'action de la Coalition a contribué en termes d'influence, de plaidoyer pour transformer les politiques publiques françaises, et dans une moindre mesure les politiques internationales, dans le but de contribuer à la réalisation du droit à une éducation de qualité pour tou.te.s au Sud.
- Analyser et caractériser les impacts et effets en termes de structuration et de renforcement du milieu associatif en questionnant le mode de fonctionnement de la Coalition Education, sa capacité à structurer le milieu associatif autour de ses questions, ses partenariats institutionnels et avec les sociétés civiles du Sud.

Au-delà de pouvoir rendre compte de l'impact des actions de la Coalition Éducation sur la dernière décennie, l'étude va également pouvoir alimenter le questionnement sur les pratiques du collectif, et d'aider à voir ce qui a fonctionné ou pas.

Cette étude interrogera les membres et partenaires de la Coalition Education en France, ainsi que quelques partenaires à l'étranger (Burkina Faso, Sénégal, Togo notamment).

2.2. Axes de questionnement

Axe 1 : Analyser les effets et impacts de la CE en matière de plaidoyer au niveau des politiques publiques, y compris en termes de changements intermédiaires, au regard des actions de la CE (notamment de production de connaissance) et de sa posture partenariale.

Axe 2 : Analyser les effets et impacts de la stratégie de plaidoyer de la CE et de l'évolution de cette stratégie sur ces dernières années.

Axe 3 : Analyser la perception de la CE de la part de ses publics cibles et son influence auprès de ces publics

Axe 4 : Analyser les effets et impacts de la CE auprès de ses membres et partenaires en matière de structuration, de gouvernance et de renforcement.

Axe 5 : Analyser de façon globale les limites de l'action de la CE et tirer des propositions pour l'évolution de son action.

2.3. Livrables attendus

- une note de cadrage
- un rapport intermédiaire, présenté successivement au COPIL de l'étude puis au COPIL de la Coalition Éducation, faisant l'objet d'une discussion collective visant à affiner l'analyse, les conclusions et les recommandations ;
- un rapport final complet ;
- une synthèse de 5 à 10 pages, à destination d'un public élargi.
- un livrable communiquant, dont la forme et le contenu seront à préciser lors de la restitution intermédiaire.

2.4. Déroulement envisagé

L'évaluation se déroulera **d'avril à décembre 2026**. Les étapes envisagées sont les suivantes :

- **Appel d'offre et sélection :** mi-mars à mi-avril 2026
- **Lancement et cadrage** : avril-mai 2026
- **Collecte, analyse et production du rapport provisoire :** juin-septembre 2026
- **Echanges, approfondissements et finalisation du rapport** : octobre-novembre 2026
- **Restitutions** : décembre 2026

Le montant maximum du **budget de cette étude** est de **38 500 € TTC.** Ce budget inclut les honoraires des consultant-e-s, les per diem et les déplacements pour le/s consultant(e)/s lors de leurs déplacements, ainsi que les frais de communication et administratifs éventuels du/des consultant(e)/s.

2.5. Expertise externe recherchée

L'expertise recherchée est la suivante :

- Expérience avérée en conduite d'étude d'impact notamment de projets d'ONG et / ou financés par l'AFD
- Connaissance du milieu des ONG, des acteurs de l'APD et de la solidarité internationale, et si possible du secteur de l'éducation à l'international
- Connaissance du plaidoyer et de la SMA/fonctionnement d'un collectif
- Habitude des méthodes d'évaluation participative, si possible en Approches Orientées Changement (AOC)
- Connaissance des enjeux du genre avec une perspective intersectionnelle
- Qualités rédactionnelles et de synthèse

Idéalement un binôme avec un.e consultant.e basé.e en France et un.e autre en Afrique de l'Ouest afin de réaliser la partie sud de l'étude au sein d'au moins un parmi trois pays partenaires de la Coalition Éducation (Burkina Faso, Sénégal, Togo)

Cet appel à manifestations d'intérêt est destiné à **identifier des consultant-e-s**. A l'issue de cet appel à manifestation d'intérêt, une présélection sera opérée, puis un **appel d'offres restreint** sera lancé auprès des consultant-e-s présélectionné-e-s, sur la base des termes de référence finalisés de l'évaluation.

A ce stade, **le CV du/de la consultant-e proposé-e pour être chef-fe de mission est demandé**. Si une équipe de consultant-e-s était proposée, **l'envoi du CV du/des consultant-e-s associé-es n'est pas exigé à ce stade** de l'appel à manifestations d'intérêt, mais est toutefois **encouragé**.

Si vous souhaitez manifester votre intérêt, merci de bien vouloir envoyer votre CV par courrier électronique **avant le mardi 10 mars à 10 heures (heure française)** à l'attention simultanée de :

Louise Clément, chargée de projets, Coalition Education : lclement@coalition-education.fr

Jean-Marc Delaunay, chargé d'études, F3E : jm.delaunay@f3e.asso.fr

Il est demandé de joindre un CV actualisé dans lequel vous aurez surligné les éléments spécifiques que vous jugez utiles pour apprécier votre manifestation d'intérêt dans le cadre de cette étude.